



PRÉFET DES DEUX-SÈVRES

Direction du développement local
et des relations avec les collectivités territoriales
Bureau de l'environnement
Installations Classées pour la Protection de
l'Environnement

Arrêté Préfectoral n° 5993 du 16 juillet 2018
relatif aux impacts du parc éolien exploité par la
société BORALEX ÉNERGIE VERTE à Noirterre,
commune associée à Bressuire et à Argentonay

Le Préfet du département des Deux-Sèvres
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment le Titre I du Livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et le Titre VIII du Livre I relatif aux procédures administratives, notamment ses articles L.181-14 et R.181-45 ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées, notamment son article 12 (suivi environnemental avec estimation de la mortalité de l'avifaune et des chiroptères) ;

Vu la décision du ministre de la transition écologique et solidaire du 5 avril 2018 relative à la reconnaissance d'un protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres ;

Vu les récépissés préfectoraux n° A5272 du 18 septembre 2012 et n° A5282 du 1^{er} octobre 2012 qui actent le bénéfice des droits acquis par antériorité par la société ENEL GREEN POWER, pour l'exploitation de deux parcs éoliens (soit 12 éoliennes, au total), respectivement sur la commune de La Chapelle Gaudin (devenue Argentonay) et sur les communes de Noirterre, commune associée à Bressuire) et La Chapelle Gaudin ;

Vu le courrier préfectoral n° A5675 du 10 juin 2015 prenant acte des travaux de drainage de la plateforme de l'éolienne E9 et du changement de dénomination sociale de l'exploitant du parc éolien situé à La Chapelle Gaudin au profit de la SAS BORALEX ENERGIE VERTE ;

Vu le courrier préfectoral du 19 août 2015 notant le changement de dénomination sociale de l'exploitant du parc éolien situé à Noirterre et La Chapelle Gaudin, au profit de la SAS BORALEX ÉNERGIE VERTE ;

Vu les arrêtés préfectoraux n° 5835 et 5837 du 24 octobre 2016 relatif aux garanties financières dont doit disposer la SAS BORALEX ENERGIE VERTE, pour l'exploitation des parcs éoliens susvisés ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 août 2017 portant délégation de signature à M. Didier DORÉ, Secrétaire Général de la Préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu les lettres de la société BORALEX ÉNERGIE VERTE des 31 août, 14 octobre et 21 décembre 2016, relatives notamment aux résultats de suivi de l'impact sur la faune mené par le cabinet CERA Environnement ;

Vu le rapport du cabinet d'études naturaliste CERA Environnement « Suivi de la mortalité avifaune et chiroptères sur le parc éolien de Coulonges (79) 2014-2015 » de juin 2015 transmis à la DREAL par la société BORALEX ÉNERGIE VERTE ;

Vu le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, du 4 mai 2017 ;

Vu l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) des Deux-Sèvres réunie en formation spécialisée sites et paysages le 4 avril 2018 ;

Vu le projet d'arrêté transmis à BORALEX ÉNERGIE VERTE, en application de l'article R181-40 du code de l'environnement, en l'invitant à formuler ses observations dans le délai de 15 jours ;

Vu la réponse de l'exploitant reçue le 14 juin 2018 ;

Considérant que le niveau de mortalité d'oiseaux et de chauves-souris généré par les parcs éoliens situés sur les communes de La Chapelle Gaudin, Noirterre et Coulonges Thouarsais, est élevé, au regard des niveaux observés sur d'autres parcs éoliens, et que cette mortalité frappe des espèces protégées ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, qui impose, à l'article 12, un suivi de mortalité, ne fixe toutefois pas de critère de conformité ;

Considérant que le respect des dispositions de l'article L.181-3 n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions actuellement édictées ;

Considérant que l'article L.181-14 du code de l'environnement permet alors au préfet d'imposer toute prescription complémentaire nécessaire à leur respect ;

Considérant que la création d'un comité de concertation et de suivi est de nature à améliorer les échanges entre l'exploitant, les élus locaux et les habitants voisins ;

Considérant que les 12 éoliennes des parcs de Noirterre (commune associée de Bressuire) et Argentonnay exploitées par la même société (BORALEX ÉNERGIE VERTE) sur un site identique, constituent en réalité une seule installation classée ;

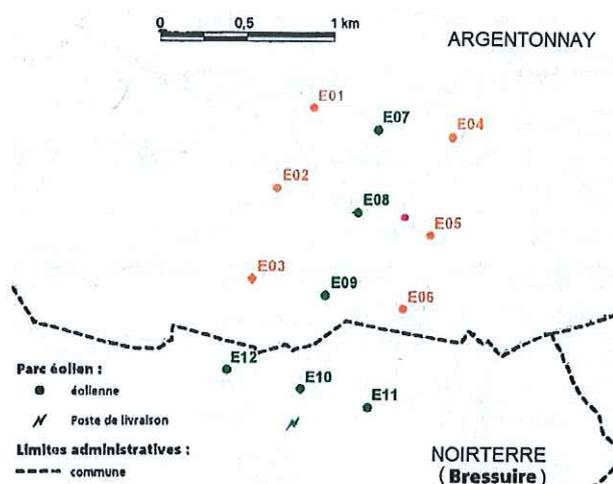
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

Pour l'exploitation de son parc éolien implanté à Noirterre, commune associée à Bressuire et à Argentonny, qui comporte l'installation classée notée ci-dessous, la SAS BORALEX ÉNERGIE VERTE, dont le siège social est situé : Immeuble Le Danica, Bâtiment B, 4^{ème} étage, 21 avenue George Pompidou, 69 486 LYON Cedex 3, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté complémentaire.

Rubrique	Désignation de l'installation	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	12 aérogénérateurs dotés de mâts hauts de 93 m.	Autorisation



ARTICLE 2 – RÉDUCTION DE LA MORTALITÉ DES CHAUVES-SOURIS

Les dispositions de protection qui suivent entreront en vigueur, trois mois à compter de la signature du présent arrêté.

Pour réduire le niveau de mortalité des chauves-souris généré par son installation, la SAS BORALEX ÉNERGIE VERTE arrête, du 1^{er} avril au 31 octobre, les éoliennes situées à moins de 200 m d'un boisement ou d'une haie,

- d'avril à juillet : de 1 heure avant le coucher du soleil à 1 heure après, et de 1 heure avant le lever du soleil à 1 heure après,
- d'août à octobre compris : toute la nuit,

lorsque les conditions suivantes sont simultanément remplies : vitesse du vent (à la hauteur de la nacelle) inférieure à 6 m/s ; température de l'air (à la hauteur de la nacelle) supérieure à 10 °C ; absence de pluie.

Comme alternative, l'exploitant a la possibilité de ne pas suivre ce cadre si il respecte un calendrier et un planning de bridage qui couvrent 90 % de l'activité des chauves-souris, telle que connue grâce à des enregistrements en continu d'avril à novembre, à hauteur de nacelles, sur un nombre d'éoliennes suffisant (au moins 2 éoliennes) et si, à tout moment, il est en mesure de le justifier (notamment, par l'intermédiaire du programme de l'automate qui pilote l'installation et par l'intermédiaire des

enregistrements des paramètres d'environnement et de fonctionnement). Ces conditions de bridage alternatives ne pourront pas être mises en place au cours de la prochaine année d'exploitation de l'installation, puisqu'il faut récupérer et exploiter les données d'activité, préalablement. Le choix de l'exploitant de mettre en oeuvre l'alternative objet du présent alinéa, le plan de bridage alternatif et les données d'activité des chauves-souris de référence doivent être communiqués à la DREAL, au plus tard 3 mois avant la mise en oeuvre de cette alternative.

Dans les **4 mois** qui suivent la signature du présent arrêté, la SAS BORALEX ÉNERGIE VERTE doit transmettre à l'inspection des installations classées :

- une carte où figurent les représentations de ses éoliennes et, dans un rayon de 250 m autour des aires d'évolution de leurs rotors, les représentations des boisements et des haies ;
- l'algorithme de programmation de l'automate chargé de mettre en oeuvre le bridage « Chiroptère » ;
- la liste des détecteurs, automate(s) et actionneurs qui contribuent à sa mise oeuvre ;
- une note technique justifiant la fiabilité du système de détection de pluie ;
- le rapport d'un essai initial de bon fonctionnement du bridage « Chiroptère ».

ARTICLE 3 – SUIVI NATURALISTE

Pendant les 3 années à venir, la société BORALEX ÉNERGIE VERTE doit renforcer ses suivis précédents, en mettant en oeuvre ceux notés ci-dessous :

- suivi de mortalité, avec recherche de cadavres par des passages au pied de 10 des 12 éoliennes du parc (du 1^{er} avril au 1^{er} novembre : 2 passages par éolienne par semaine ; du 2 novembre au 31 mars : 1 passage par éolienne par semaine) ;
- d'avril à novembre, écoute en continu des chauves-souris à hauteur de nacelle, au niveau d'au moins une éolienne du parc éolien, celle réputée la plus fréquentée.

Un rapport de ces suivis sera établi annuellement, et transmis à l'inspection des installations classées (DREAL) avant le 31 mars de l'année suivante.

ARTICLE 4 – COMITÉ DE CONCERTATION ET DE SUIVI

Au moins une fois par an sur 3 ans, la société BORALEX ÉNERGIE VERTE doit organiser et animer un comité de concertation et de suivi. Celui-ci sera présidé par le Préfet ou par son représentant.

Elle convie les maires des communes d'Argentonnay, Coulonges Thouarsais, Luché Thouarsais, Geay et Bressuire (Noirterre), les riverains et leurs représentants et les associations locales. Elle invite également les organismes locaux qualifiés dans le domaine de l'ornithologie (tels que le Groupe Ornithologique des Deux-Sèvres et la Ligue de Protection des Oiseaux) à la présentation des suivis naturalistes.

Lors des réunions du Comité de suivi, la société BORALEX ÉNERGIE VERTE présente un bilan du fonctionnement de son parc éolien, du point de vue de son insertion dans l'environnement. Les résultats des contrôles acoustiques et des suivis naturalistes y sont présentés.

L'exploitant tient les comptes rendus des réunions à la disposition de l'inspection des installations classées (DREAL), de même que les documents ou les supports d'actions de communication qui invitent la population à participer au Comité de suivi. La société BORALEX ÉNERGIE VERTE alerte l'inspection des installations classées et lui transmet le compte rendu, si une opposition ou des griefs significatifs émergent d'une réunion ; dans ce cas, l'exploitant doit joindre au compte rendu son analyse et l'indication des éventuelles actions prévues.

ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (15 rue de Blossac – BP 541 – 86 020 POITIERS Cedex), dans les délais prévus à l'article R181-50 du même code :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois, à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3 dans un délai de quatre mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres, prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

ARTICLE 6 – PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Bressuire, d'Argentonnay et en mairie annexe de Noirterre, commune associée de Bressuire, et peut y être consultée ;

2°) un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies précitées, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires et transmis à la Préfecture ;

3°) l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres, pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Deux-Sèvres, le sous-préfet de Bressuire, les maires de Bressuire et Argentonnay, le maire délégué de Noirterre, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société BORALEX ÉNERGIE VERTE.

À Niort, le 16 juillet 2018
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Didier DORÉ

